

Daniel Bensaïd

Correspondance

Notes sur les regroupements

Cher Alex ^{1/},

Je t'envoie comme convenu quelques notes de discussion à partir de tes deux textes sur la question des regroupements. Elles sont (relativement) brèves malgré l'étendue de la question, mais après Florence et étant donné le retard accumulé par mon absence en octobre, je n'ai guère le temps de faire plus. Je m'en excuse par avance.

Sur la périodisation et l'étape actuelle

Le texte « Regroupment and Socialist Left today » part de « l'émergence depuis Seattle d'un mouvement mondial d'opposition au capitalisme global et au cours belliciste de l'impérialisme américain ». Ce phénomène modifie substantiellement les conditions de construction d'une force révolutionnaire. Nous sommes d'accord sur ce point.

La question est du reste ouvertement à l'ordre du jour depuis le tournant de 1989-1991. Il était clair que l'unification allemande, la désintégration de l'Union soviétique, la fin de la guerre froide, etc., marquaient la fin d'un grand cycle initié avec la Première Guerre mondiale et la Révolution russe. Si l'on accepte la notion approximative du « court vingtième siècle », il s'agissait là d'un tournant historique qui devait se traduire plus ou moins vite par une redistribution des cartes géopolitiques,

^{1/} Professeur au King's College de Londres, auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont *Les Idées révolutionnaires de Marx*, publiés dans la collection Mille marxismes, chez Syllepse en mai 2008, Alex Calinicos est un dirigeant du Socialist Workers Party (Royaume-Uni).

mais aussi par des redéfinitions et des recompositions entre courants du mouvement ouvrier.

Bien sûr, ce tournant était lui-même l'aboutissement d'un long processus dont, ainsi que tu le rappelles, 1956 et 1968 peuvent être considérés comme des jalons symboliques. Les soulèvements de Pologne et de Hongrie (ainsi que la crise des Cent Fleurs) annonçaient dès 1956 la crise des systèmes bureaucratiques (quelle que soit leur caractérisation conceptuelle) et portaient en germe le conflit sino-soviétique. Le VII^e congrès mondial de la IV^e Internationale en a pris acte dès 1957 dans le document intitulé « Montée, déclin, et chute du stalinisme ». Quant à 1968, la conjonction elle aussi symbolique de la lutte de libération vietnamienne, du Mai français, et des mouvements antibureaucratiques en Pologne, traduisait l'irruption d'une nouvelle génération et annonçait l'affaiblissement des appareils traditionnels (sociaux-démocrates et staliens) dans le mouvement ouvrier.

L'effondrement des dictatures bureaucratiques en 1989-1991 constituait le dernier épisode d'une contre-révolution commencée dès les années trente. Le renversement de ces régimes, quelle qu'en soit l'issue, était nécessaire pour déblayer le champ de ruines accumulées et rendre possible un nouveau départ. Dans la mesure cependant où il s'inscrivait dans le contexte de la contre-réforme libérale, il signifiait aussi une dégradation à court terme des rapports de forces au détriment du mouvement ouvrier et des mouvements de libération nationale (les défaites sociales dans les pays impérialistes, les accords d'Oslo, la guerre du Golfe en témoignent).

L'événement présentait donc des conséquences contradictoires : à court terme, il ouvrait la voie, à l'offensive impérialiste ; à

moyen terme, il préparait les conditions d'une réorganisation à gauche libérée de l'hypothèque stalinienne. Question de « discordance des temps » !

Il me semble que, rétrospectivement, 2001 marquera un nouveau point critique et un nouveau palier. Pas seulement du fait du 11-Septembre. Comme l'a dit Walden Bello, outre les tours jumelles de Manhattan, deux autres tours se sont écroulées : celle de la nouvelle économie (symbolisée par Enron et les scandales financiers), et celle de l'Argentine présentée comme l'élève modèle du FMI en Amérique latine.

La combinaison de la crise économique, du militarisme impérial, et de la menace de guerre contre l'Irak (ainsi que la guerre menée par Sharon contre la seconde Intifada) est un puissant facteur de mobilisation et de politisation dans le mouvement contre la globalisation capitaliste qui a pris son essor dès le milieu des années quatre-vingt-dix avec le soulèvement zapatiste, les grèves de l'hiver 1995 en France, les marches de chômeurs, puis, de manière accélérée, avec les manifestations de Seattle, Prague, Nice, Gênes, Porto Alegre, Barcelone, Florence, etc.

Le résultat à l'heure actuelle, ce sont de nouvelles perspectives ouvertes à la gauche révolutionnaire (le contraste avec les sinistres années quatre-vingt est évident), mais dans un contexte où la spirale des défaites n'a pas été brisée : les grèves de 1995 n'ont pas empêché la privatisation des télécoms et la réforme Juppé ; l'Intifada s'est développée, mais l'État sioniste a pratiquement réoccupé les territoires ; le mouvement anti-guerre grossit, mais en dix ans, les États-Unis et l'Otan sont intervenus dans le Golfe, dans les Balkans, en Afghanistan, les crises s'accumulent en Amérique latine (Bolivie, Paraguay, Vene-

zuela, Équateur, Colombie) et Lula gagne les élections – le changement est là aussi radical par rapport à il y a dix ans –, mais le Parti des travailleurs (PT) multiplie les garanties « préventives » auprès des institutions internationales ; la gauche révolutionnaire européenne obtient pour la première fois des résultats électoraux significatifs, mais Le Pen est au second tour des présidentielles et l'extrême droite pousse en Autriche, en Hollande, en Italie.

Une course de vitesse est donc engagée (ou de lenteur : c'est peut-être ce que vous évoquez comme « des années trente au ralenti », mais je me méfie presque toujours des analogies historiques qui tendent à insister plus sur les similitudes que sur les différences) à partir de rapports de forces défavorables au mouvement ouvrier. Surtout, le décalage reste immense (comme le montrent des situations aussi différentes que l'Argentine ou l'Algérie) entre les mobilisations (voire les explosions) sociales et la recomposition politique. Là encore, discordance des temps : la globalisation des résistances va bien plus vite que le regroupement des forces politiques (il faut du temps pour digérer les désastres du XX^e siècle qui ont vu les staliniens discréditer la révolution tandis que les sociaux-démocrates abandonnaient la réforme pour se convertir au libéralisme plus ou moins tempéré).

Il n'en demeure pas moins que tous les signes indiquent que cette gauche révolutionnaire est convalescente, que la légitimité du capitalisme libéral est fortement entamée, que la question d'un autre monde possible est posée à large échelle (même si la réponse reste balbutiante), que le débat stratégique au point mort pendant deux décennies reprend. Bref,

2/ À ce propos, parler comme tu le fais, de « la cristallisation d'une aile réformiste autour de la direction d'Attac » me sem-

qui l'emportera du socialisme ou de la barbarie ? La question est plus que jamais actuelle. Et nous avons de lourdes responsabilités pour contribuer à la résoudre.

Un paysage politique bouleversé

Tu pars (dans le deuxième texte) d'un double « tremblement de terre » : les soulèvements populaires et l'effondrement des régimes staliniens à l'Est, l'apparition d'un mouvement anticapitaliste de masse, et notamment l'entrée en politique d'une nouvelle génération. Ce renouveau se manifeste, à des degrés divers selon les pays et les continents, à l'échelle réellement mondiale.

La globalisation capitaliste suscite une globalisation des résistances et un nouvel internationalisme à une échelle sans précédent : il suffit de comparer Florence avec les plus importantes mobilisations européennes des années soixante (la manifestation de Berlin contre la guerre du Vietnam en février 1968 par exemple, ou celle de Milan en 1973), pour mesurer la différence. Au-delà des manifestations et des contre-sommets, la perte d'hégémonie des organisations staliniennes et social-démocrates (bien évidemment inégale selon les histoires et les pays) se traduit dans le mouvement syndical (apparition d'une composante minoritaire combative), dans la diversité des mouvements sociaux, dans le changement des rapports de forces entre les appareils réformistes et la gauche révolutionnaire.

Du côté de ces appareils, l'agonie des partis communistes semble irréversible. Privés de la référence au « camp socialiste », ils n'ont pas réussi à renouveler leur base sociale en fonction des mutations de l'appareil productif, et se sont enlisés dans des pratiques gestionnaires qui les rapprochent de la social-démocratie. Seul le PC grec garde une

implantation de masse. Ce qui est préoccupant, c'est que cette crise historique n'a pratiquement pas dégagé (sauf en Italie) de courants de gauche significatifs. Le gâchis militant dépasse nos prévisions.

Concernant les partis sociaux-démocrates, tu engages la discussion à partir d'un texte de Murray Smith et de la notion d'embourgeoisement de la social-démocratie. Tu crains que l'exagération de ce constat n'ait une double conséquence : sous-estimer les marges de manœuvre et les capacités d'initiative des partis réformistes, d'une part ; croire, d'autre part, que le champ est tellement dégagé pour les révolutionnaires qu'il suffirait de regroupements sur des bases minimales pour occuper à la fois l'espace de la réforme et celui de la révolution. Cette crainte est légitime, et nous pouvons facilement tomber d'accord sur deux idées.

Tu écris que « les liens entre social-démocratie et classe ouvrière organisée se sont significativement distendus, mais ne sont pas rompus », et que « tout projet fondé sur l'idée que le réformisme est mort constituerait une dangereuse erreur ». En effet. L'érosion (elle aussi inégale) des partis sociaux-démocrates, n'est ni mécanique, ni irréversible ; ces appareils vont tenter de réagir à leur déclin et à leurs défaites électorales ; ils prendront des initiatives, tenteront de nouer de nouveaux liens avec certains secteurs du mouvement social, etc.

Tu écris aussi que « le réformisme est bien plus large que les partis sociaux-démocrates organisés ». C'est vrai. Le réformisme peut prendre bien d'autres formes que celle de la social-démocratie traditionnelle ou même de partis organisés. Il existe d'ores et déjà des courants néoréformistes dans les mouvements sociaux (c'est peut-être ce que tu évoques sous le terme du *do it yourself reformism* ^{2/}). Si des auteurs comme Negri ou Holloway affirment n'avoir

pas renoncé à une perspective révolutionnaire, leur théorisation de l'impuissance et leur mythologie (de la multitude pour l'un, d'un zapatisme imaginaire pour l'autre) peuvent bel et bien nourrir idéologiquement des courants réformistes de gauche dans le mouvement anti-globalisation. De nombreux articles montrent que nous sommes largement d'accord sur ce point.

Sans partager le point de vue de Smith, il me semble cependant que son texte, à condition de donner à la notion d'embourgeoisement une valeur descriptive plus que conceptuelle, met le doigt sur certains phénomènes que la réaffirmation des points a et b ci-dessus ne doit pas laisser dans l'ombre :

« Embourgeoisement » ? Encore une fois, le terme n'a pas de rigueur conceptuelle. Il décrit cependant un aspect de l'évolution de certains partis sociaux-démocrates, en Europe du Sud notamment. Après 15 ans passés au gouvernement sur les vingt dernières années, le PS français ne déclare toujours que 150 000 à 180 000 membres (et non pas militants) au moment des congrès (lorsqu'il faut compter les cartes pour avoir des mandats !), dont la moitié environ sont des élus. Certes, la grande majorité sont de petits élus locaux, mais il n'en demeure

ble une mauvaise formule. Peut-être est-elle le signe d'un dépit après la caractérisation que vous faisiez encore lors d'un débat de *Marxism 2001* d'Attac comme un mouvement anticapitaliste. Nous vous avons alerté contre l'exagération de cette formule (qui a pu nourrir les illusions de Speb sur la possible transformation d'Attac en organisation révolutionnaire). Attac n'est pas un parti, mais un *single issue movement* (du moins à l'origine). Y cohabitent logiquement, à partir d'un accord contre la dette, pour la taxation des capitaux, contre les paradis fiscaux, des courants franchement modérés et réformistes, et des courants radicaux et révolutionnaires. Les rapports entre eux fluctuent, et le micro-appareil dirigeant jouit d'une position privilégiée. Des débats sont donc nécessaires et vont devenir plus vifs du fait de la situation politique (les guerres, ça fâche forcément), mais ce serait une erreur de traiter Attac comme un proto-parti politique.

pas moins que la vie du parti dépend plus du rapport aux institutions qu'aux organisations sociales. Ajoutons encore qu'il faut mesurer les conséquences durables et profondes de l'évolution des deux décennies écoulées. Dans les sommets de l'appareil socialiste, les privatisations ont abouti à une sorte de fusion des élites de la fonction publique et du grand capital privé (les membres des conseils d'administration sont les mêmes). C'est ce qui se traduit par des liens organiques dans des clubs comme le Club de l'industrie en France ou dans la composition des gouvernements de Blair et Schröder. La « troisième voie » a aussi une dimension sociologique (j'avais écrit là-dessus un article pour *Le Monde diplomatique* il y a quelques années).

Syndicats ? C'est le second aspect sur lequel ton texte demande des précisions ou des corrections. Tu résumes ton propos par la formule : « Pour le dire simplement, la social-démocratie est l'expression politique de la bureaucratie syndicale. » Pour parler comme Trotski dans sa discussion avec Craipeau, il faudrait au moins ajouter : « dans une certaine mesure » et « jusqu'à un certain point ». Car ce lien organique entre bureaucratie syndicale et social-démocratie est évidemment fort différent en Europe du Sud avec un syndicalisme militant minoritaire et très divisé, et en Allemagne, en Grande-Bretagne, ou en Belgique.

Par ailleurs, je suis désormais très réticent à caractériser des phénomènes politiques (en l'occurrence la social-démocratie politique) comme expression ou reflet d'une substance sociale (ouvrière ou bureaucratique) : la médiation – tu en conviendras facilement – est beaucoup plus complexe que ces simplifications ne le suggèrent.

Enfin, si les partis sociaux-démocrates ne vont pas rester passifs et laisser le champ li-

bre à une gauche radicale ou révolutionnaire, un coup de barre à gauche (annoncé par les discours néokeynésiens et les appels à une nouvelle régulation pour corriger les excès du libéralisme) reste fort problématique. Au-delà de la rhétorique de gens comme Emmanuelli ou Mélançon, un tournant keynésien au niveau européen impliquerait non seulement de sortir du pacte de stabilité et de relancer le pouvoir d'achat, mais encore l'adoption coordonnée d'une fiscalité fortement redistributive, la relance des systèmes de protection sociale, le rétablissement d'un contrôle politique sur les banques centrales, la création ou la relance de services publics. Bref, un tournant radical pour renverser la logique de la construction européenne telle qu'elle est conçue et pratiquée depuis les origines ! Cela ne signifie pas que ce soit tout ou rien, que les marges de manœuvre soient nulles, mais la différence entre la social-démocratie d'aujourd'hui et celle des années trente est au moins aussi importante que les similitudes.

Front unique et regroupements

« La persistance du réformisme tant dans sa forme organisée qu'inorganisée a d'importantes conséquences. Elle signifie d'abord qu'arracher la base travailleuse des partis sociaux démocrates est toujours une tâche de première importance. » L'outil décisif à cet effet reste « la tactique du front unique élaborée par la III^e Internationale pendant ses premières années ».

À la différence des sectes réellement gauchistes, nous sommes également d'accord sur l'importance maintenue d'une tactique de front unique. Mais, s'agissant d'une tactique, toute la difficulté réside dans son application à des situations concrètes très variables. Tu donnes l'exemple de la manière dont a été

conçue la coalition *Stop the War* comme une coalition bâtie exclusivement contre la guerre annoncée par Georges Bush, en écartant de la plate-forme « une critique formelle de l'impérialisme ou une condamnation de l'islamisme radical » qui aurait pu empêcher tel ou tel courant de se joindre à la mobilisation. L'important étant de réaliser la mobilisation la plus large contre la menace de guerre impérialiste, il semble que ce soit en effet une démarche de front unique correcte et efficace : nous pouvons développer parallèlement, en tant qu'organisations politiques indépendantes, nos analyses de l'impérialisme ou nos critiques de l'intégrisme islamique.

La base politique du front unique dépend cependant des rapports de forces et des alliés possibles. En France, pour initier une mobilisation dont aucun parti de la gauche plurielle ne voulait vraiment au moment de la guerre en Afghanistan (ils étaient alors au gouvernement), et pour laquelle ils ne manifestent (en tout cas le PC et le PS) aucun enthousiasme dans la perspective d'une guerre contre l'Irak, l'important était de prendre les premières initiatives, fût-ce au prix d'un compromis. Vous pensez qu'il s'agit d'un mauvais compromis, non par principe, mais parce qu'il rendrait plus difficile la participation de jeunes radicalisés ou de secteurs de l'immigration arabe. Nous ne partageons évidemment pas ce jugement et nous pourrions en discuter ailleurs. Restons en ici à une question de méthode : si le compromis permet d'engager la mobilisation, il peut se justifier, quitte à nouveau à ce que nous exprimions en toute indépendance notre critique sur ses limites et ses inconvénients. Sur ce point, il peut donc y avoir des appréciations différentes sur la situation et les alliances possibles, mais pas de désaccord de principe.

En revanche, il semble que nous n'avons

pas toujours la même notion du front unique. Vous considérez aussi bien *Stop the War* que *Globalize Resistance* comme des organes de front unique. La première est une coalition large. Si *Globalize Resistance* est un front unique rassemblant différents courants du mouvement ouvrier sur une plate-forme limitée, l'intervention de Chris en son nom à Florence est assez étonnante (pour un Français formé dans la tradition de la charte d'Amiens et de l'indépendance organisationnelle des organisations de masse envers les partis) : il commence son intervention au nom de *Globalize Resistance* et la termine en appelant pratiquement à construire le parti révolutionnaire. En fait, entre le front unique et le parti, il existe des formes intermédiaires, des *single issue* campagnes, qui sont des fronts uniques partiels dans la mesure où certains membres des partis réformistes s'y associent : Attac, Ras l'Front. Dans la situation présente, les campagnes de front unique :

- contre la guerre ;
- pour l'abolition de la dette ;
- pour le retrait d'Israël des territoires ;
- contre la refondation sociale du patronat (privatisations, sécurité sociale) ;
- pour les droits des immigrés, etc.

Parti et regroupements

La question des regroupements et du parti est évidemment d'un autre ordre. Dans la situation actuelle, des organisations révolutionnaires minoritaires peuvent trouver la voie pour sortir de la marginalité, se lier à des secteurs du mouvement de masse, disputer la direction des mobilisations aux partis réformistes. Tu distingues trois conceptions ou modèles dans la manière de répondre à ces défis en termes de recomposition et de regroupements :

– une conception attribuée au PRC qui privilégierait le regroupement de l'ancien mouvement communiste ou de ce qui en reste ;

– une conception attribuée à Murray Smith, qui ferait d'un parti « non délimité stratégiquement » un modèle généralisable, du fait du vide laissé par l'embourgeoisement de la social-démocratie.

Enfin, celle « défendue par le SWP », dont le but serait de « rassembler tous ceux qui se reconnaissent dans la tradition marxiste révolutionnaire développée et défendue par Marx et Engels, Lénine et les bolcheviques, Trotski et l'Opposition de gauche, et qui veut construire aujourd'hui le mouvement sur des bases non sectaires ».

Toute typologie a ses avantages (pédagogiques) et ses inconvénients (de simplification). Tu définis le projet du PRC comme une tentative pour réunir les principaux partis communistes survivants en Europe, les principales organisations de la gauche révolutionnaire, et des éléments autonomistes dans un mouvement anticapitaliste. C'est en effet à peu près le paysage interne du PRC. Est-ce que c'est vraiment un projet européen ? Est-ce que ce sera encore le cas après Florence ? Ces questions sont ouvertes, car on voit mal la plupart des PCs européens satellisés par la social-démocratie s'embarquer dans une telle dynamique. Les conditions italiennes sont de ce point de vue trop spécifiques pour offrir un modèle continental. En tout cas, nous sommes d'accord avec toi sur le fait que les PCs survivants sont des partenaires évidents pour une politique de front unique mais que, sauf exception, ce ne sont pas des partenaires privilégiés, ni même utiles pour la construction d'un parti révolutionnaire. Notre souci en France est plutôt de ne pas nous laisser entraîner dans l'agonie du PC au nom d'une mythique

« maison des communistes » où nous servirions de caution à un appareil moribond.

La seconde approche des regroupements serait celle d'un parti large, « non délimité stratégiquement » et laissant ouverte la question du clivage entre réforme et révolution. La formule est d'emblée confuse. Dans la mesure où un parti se définit par son programme, il est toujours forcément délimité, dans une certaine mesure et jusqu'à un certain point. La question est justement de savoir où passe cette délimitation. Nous avons pour notre part un héritage et un programme (par définition toujours en chantier). Mais, dans la mesure où nous considérons ce programme toujours utile (et que nous n'y voyons pas une sorte d'identification artificielle et sectaire), nous n'avons pas à l'autolimiter, à le réduire, à nous déguiser en ce que nous ne sommes pas dans l'espoir d'obtenir par là un élargissement hypothétique du parti que nous voulons construire. Nous défendons nos idées parce que nous les pensons justes. Et nous sommes prêts à envisager de possibles compromis en fonction de courants ou d'organisation réellement existants avec lesquels nous pourrions converger autour des grandes questions de l'heure. C'est, me semble-t-il, la démarche de Trotski entre 1933 et 1938 (dans des conditions évidemment très défavorables ; voir *Les Années de formation*).

Sur le compromis acceptable, tout dépend de savoir dans quelle direction évoluent les courants avec lesquels nous discutons (depuis la chute du gouvernement Prodi, le PRC évolue clairement vers la gauche alors que les renovateurs du PCF qui ont soutenu jusqu'au bout le gouvernement Jospin ont évolué vers la droite en dépit de discours parfois radicaux mais sans conséquences pratiques). Et surtout de savoir si, dans un regroupement, nous gagnons en

implantation sociale, en capacité d'action et en expérience, ce que nous perdons en précision programmatique. Les expériences négatives en la matière tiennent à ce que souvent les organisations révolutionnaires y ont dilué leur identité au profit d'aventures groupusculaires qui, au lieu d'élargir leurs capacités d'intervention, aggravaient la confusion théorique sans enrichir la pratique.

Je note que, tout en niant que le scénario sous-jacent à l'expérience du SSP écossais puisse être érigé en modèle généralisable, tu précises : « Cela ne signifie pas qu'en toutes circonstances il soit exclu de construire un parti stratégiquement non délimité qui évite de prendre position sur la question réforme et révolution ». Tu évoques à ce propos l'hypothèse où des « sections significatives de la bureaucratie syndicale » viendraient à rompre sur la gauche. En effet. C'est bien ce qui est d'ailleurs arrivé au Brésil dans les dernières années de la dictature et qui a donné naissance au PT. Et c'est pourquoi nous nous sommes engagés loyalement dans la construction du PT, convaincus que, dans un parti de masse dont ni le programme ni la direction n'étaient définitivement cristallisés, les définitions viendraient au fur et à mesure de l'expérience, à condition que nous gardions une expression propre et que nous existions comme courant, sous quelque forme que ce soit. De même, l'écart en France, entre les mobilisations sociales et la représentation politique, pose la question d'un nouveau parti ou d'une nouvelle force (*a fortiori* après les élections d'avril-mai dernier). Sur quelles bases et avec qui ?

Pour le moment la formule reste algébrique. Si des courants se dégageaient du PC, du PS, des mouvements sociaux, nous pourrions proposer des États généraux et voir quelle base politique s'en dégage. Un compromis ne pourrait être en deçà d'un engagement programma-

tique et pratique contre la refondation sociale du Medef (emploi, flexibilité, salaires, services publics, Sécurité sociale), contre les institutions de la V^e République, contre la guerre impériale et la mondialisation capitaliste. Autrement dit, il devrait tourner le dos aux politiques pratiquées depuis vingt ans par les gauches gouvernementales.

En l'absence de tels courants, ce serait une diversion de négliger notre propre construction pour courir après des chimères et des alliés introuvables. Seule la modification réelle des rapports de force pourrait attirer de tels alliés à l'avenir. Dans un ordre d'idée comparable, l'idée de ne pas verrouiller pour *Socialist Alliance* une délimitation stratégique générale, mais d'en faire une alliance sur les questions les plus urgentes et un pont avec des éléments, syndicaux ou autres, en rupture partielle avec le travaillisme, semble tout à fait raisonnable, même s'il est sans doute difficile d'animer à la fois le SWP, SA, et les coalitions de front unique.

Bien des cas de figure concrets sont donc envisageables. Il faut cependant souligner une condition *sine qua non* (qui correspond je crois au onzième des onze points de l'Opposition de gauche) : qu'existe dans l'organisation commune une démocratie interne permettant de tirer collectivement, dans la confrontation de positions, les conclusions des expériences faites en commun. Bien sûr, il n'y a pas de régime démocratique idéal ni de garanties statutaires absolues. Mais on peut dire que, pour un parti de masse, malgré certaines tentatives d'interdire les courants et tendances, le PT brésilien est resté un parti pluraliste et relativement démocratique. De même *Refondation Communiste* a un régime intérieur qui vaut bien largement celui de bien des organisations révolutionnaires.

Parti et programme

Une fois distingué ce qui relève du front unique et ce qui relève de la construction du parti proprement dit, une fois admise la possibilité de délimitations partielles et de compromis dans une politique de regroupement, il reste un niveau spécifique de regroupement entre des forces que nous considérons comme révolutionnaires. Ce regroupement peut constituer un levier efficace pour la construction sur de nouvelles bases et sur de nouveaux rapports de forces d'un puissant mouvement social. C'est dans cette perspective d'un « processus crucial de redéfinition en cours » que tu situes les rapports spécifiques entre la LCR et le SWP, la VI^e Internationale et l'IST. En considérant que le SSP est « un parti dirigé par des révolutionnaires sérieux », tu conviens aussi du fait que nos deux courants ne sont pas les seuls révolutionnaires.

Il faudrait commencer par signaler à ce propos que, si la différence entre réformistes (qui veulent seulement aménager l'ordre établi) et révolutionnaires (qui veulent le changer) n'est pas caduque, sa signification pratique mérite d'être réexaminée. Qu'est-ce qu'être révolutionnaire au seuil du XXI^e siècle, après la cuisante expérience des défaites du siècle passé, après une longue séquence peu fertile en victoires révolutionnaires, face aux métamorphoses du capitalisme globalisé. Bien des choses sont impliquées (et mêlées) dans l'idée de Révolution majuscule héritée du XIX^e siècle : un concept stratégique de l'émancipation aussi bien qu'une image mythique de l'humanité libérée.

Quand nous établissons une ligne de partage entre réformistes et révolutionnaires, il importe d'essayer de préciser de quoi nous parlons. Pour ma part, je distingue au moins trois significations courantes du mot révolution.

En premier lieu, elle est le nom propre qu'a

revêtu dans l'époque moderne une très vieille espérance de libération et de satiété. En second lieu, elle a pris au cours du XIX^e siècle un sens plus précis, celui d'une « révolution sociale » (« Vive la Sociale ! »), d'un changement radical de logique : le droit à l'existence contre le droit de propriété, les besoins contre le profit, le bien commun contre l'intérêt égoïste, la démocratie contre les marchés. C'est cette opposition entre deux logiques incompatibles qu'exprime le fameux impératif de changer le monde, et non seulement de l'interpréter. Il me semble que ce contenu de l'idée révolutionnaire est aujourd'hui le moins brouillé, le plus clairement actuel. Enfin, au tournant du XX^e siècle et avec la Révolution russe, le terme a acquis une portée stratégique : il ne s'agit pas seulement de renverser l'ordre établi mais de définir les voies pour y parvenir, réforme ou révolution.

C'est bien le sens des grandes controverses qui ont agité la I^{re} Internationale à la veille de la Première Guerre mondiale, résumées par l'opposition entre Bernstein et Rosa Luxemburg. Ce sens stratégique du terme résume une série d'expériences et de thèmes (parfois significativement empruntés au vocabulaire militaire) : stratégie et tactique, guerre de position et guerre de mouvement, grève générale et insurrection, double pouvoir, etc.

C'est sur ce point que le contenu du concept s'est obscurci, du fait bien sûr des échecs subis, mais aussi des modifications des coordonnées stratégiques dont, au début d'un nouveau cycle d'expérience, nous commençons à peine à prendre la mesure. Les dernières productions de Negri ou d'Holloway témoignent à leur manière de ce désarroi stratégique sans y répondre, si ce n'est par des artifices théoriques. Nous avons eu l'occasion de vérifier à plusieurs reprises, dans les discussions comme dans les articles, un large accord entre nous sur ce

point. Du moins faut-il souligner aussi que ces livres, témoins de l'air du temps, de l'esprit de résistance et de ses limites, contribuent à relancer un débat stratégique tombé pratiquement au degré zéro (en Europe) depuis la fin des années soixante-dix.

J'ajouterai que la caractérisation d'une organisation comme révolutionnaire (sur la base de son programme et de sa pratique) ne vaut jamais qu'à titre provisoire et sous réserve de confirmation. Si le devoir des révolutionnaires est de faire la révolution, ce n'est qu'à l'épreuve de l'événement que se vérifiera *in fine* la ligne de partage. Même les organisations les plus révolutionnaires en intention ont en effet leurs conservatismes et leurs indécisions : on n'échappe jamais tout à fait à la subalternité envers l'ordre dominant que l'on cherche à renverser.

Il faut donc, c'est une banalité, reconnaître que les révolutions futures, tout comme les révolutions passées, auront leur part d'inconnu et d'inédit. Il n'en demeure pas moins que la perspective révolutionnaire reste une idée régulatrice nécessaire autour de laquelle se rassemblent des forces militantes. Il ne s'agit pas seulement d'un mythe (au sens de Sorel), mais d'un fil conducteur ou d'un fil à plomb pratique qui permet de lier dialectiquement le but et le mouvement, de départager les compromis nécessaires et acceptables des compromissions inadmissibles, de distinguer ce qui nous rapproche du but final et ce qui nous en éloigne, etc.

La délimitation stratégique entre réforme et révolution n'est donc pas gravée une fois pour toutes dans le marbre des textes. Elle bouge en fonction des expériences historiques. Elle a une histoire, qui est celle des grandes controverses fondatrices du mouvement (réforme et révolution, révolution permanente et révolution par étapes, etc.). Tu repères ainsi

trois grands moments constitutifs d'un courant révolutionnaire, trois points de partage : celui qui s'est produit autour de la Révolution russe, celui qui s'est produit dans le mouvement communiste face à la contre-révolution stalinienne, et les divisions historiques de la gauche trotskiste (essentiellement sur la question de la caractérisation du stalinisme et de l'Union soviétique). Nous pouvons tomber d'accord sur la méthode. C'est d'ailleurs pourquoi les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et les onze points de l'Opposition de gauche (ou le *Programme de transition*), sous réserve de leur actualisation, font toujours partie à nos yeux de l'héritage stratégique nécessaire. Ils tracent une ligne de partage politique établie à partir d'événements majeurs. Le troisième moment, la controverse entre trotskistes sur la nature de l'Union soviétique, sans en minimiser la portée théorique et pratique, ne me paraît pas de même nature pour plusieurs raisons historiques. De plus, elle concerne des organisations minoritaires, luttant à contre-courant, et enclines par conséquent à exagérer leur propre identité idéologique pour des raisons de survie.

C'est d'ailleurs ce qu'exprime d'une autre manière ton propre texte lorsque tu considères que « les désaccords théoriques » sur la nature de l'URSS, s'ils doivent être débattus, constituent aujourd'hui une controverse historique et non un point de division justifiant entre révolutionnaires des existences organisationnelles séparées.

J'estime pour ma part, si nous voulons nous engager résolument dans une politique de regroupement, que nous devons nous efforcer de distinguer (ce n'est pas toujours facile) l'important du secondaire, les questions stratégiques des questions tactiques, sous peine de rester dans une logique sectaire de fragmen-

tation à l'infini à partir de divergences qui, avec quelques années (voire quelques mois) de recul, paraissent d'importance très relative. Ainsi, je crois que nous sommes d'accord avec les camarades de l'ex OCT-Révolution aujourd'hui militants de la Ligue pour considérer, sans nier pour autant qu'il y ait eu des divergences sérieuses, que la scission de 1971 était injustifiée et que nous l'avons payée les uns et les autres. De même, la majorité de la Ligue n'a ni la même histoire, ni la même pratique que les camarades venus de LO avec VdT, mais si nous voulons préparer des regroupements plus ambitieux nous devons prouver que nous pouvons nous retrouver et agir dans la même organisation pour peu qu'elle soit démocratique.

En revanche, à la lecture des textes, je n'ai toujours pas compris que la portée des divergences entre les SWP et ISO justifie une rupture aussi brutale et précipitée. L'accusation de sectarisme fondée sur le fait que les camarades auraient sous-estimé le mouvement antiglobalisation au moment de Seattle n'est guère convaincante. C'est le cas de la plupart de la gauche (y compris syndicale américaine). Les camarades disent s'être investis depuis dans le mouvement, sans abandonner leur participation à la campagne pour la peine de mort ; ils ont appelé à voter Nader (que l'on soit d'accord ou pas ce n'est pas une manifestation éclatante de sectarisme) ; ils sont impliqués dans le mouvement anti-guerre...

Nous devons être d'autant plus prudents avant de tirer des conclusions organisationnelles que nos organisations sont toutes petites, que la vérification pratique des litiges théoriques est très partielle, qu'un nouvel événement se charge (et parfois très vite) de balayer les méfiances et les soupçons. Je crois qu'entre révolutionnaires, nous devrions avoir

la sagesse de chercher à comprendre avant de juger, ou avant de traduire une divergence en termes d'intérêts sociaux (voire de positions de classe).

Pour ma part, de nombreuses expériences malheureuses m'ont conduit, lorsque s'ouvre une polémique, à partir de l'idée que les camarades cherchent à bien faire (au risque de se tromper), plutôt qu'à les soupçonner aussitôt de trahison. L'erreur n'est pas un crime. Si la question de la guerre est indiscutablement un critère programmatique majeur, le retard de telle ou telle organisation à s'impliquer dans le mouvement antiglobalisation ne permet pas de jugements hâtifs. Il faut se laisser le temps de corriger. De même, les camarades de Speb ont commis une erreur sérieuse en France en faisant une campagne exclusive pour le vote LO (au lieu d'appeler raisonnablement à voter pour les candidats de la gauche révolutionnaire), ils en ont commis d'autres (par exemple dans leur intervention dans Attac et leur illusion de pouvoir transformer cette association en parti révolutionnaire). Nous n'en avons pas – heureusement – tiré de conclusions définitives sur la trajectoire politique de Speb.

Ainsi, nous devons discuter fraternellement de désaccords éventuels en leur donnant leur juste place. Vous ne manquez jamais de reprocher à la Ligue de prétendues ambiguïtés sur la question de la guerre. L'interpellation est légitime. Mais, de la guerre du Golfe à celle d'Afghanistan en passant par l'intervention de l'Otan dans les Balkans, nous nous sommes toujours opposés aux guerres impérialistes (avec des nuances qui ne paraissent nullement scandaleuses dans une organisation vivante). Le second thème de divergence mis en relief dans vos textes concerne la question de l'Islam. Ainsi tu accordes une importance majeure au « consensus qui existe désormais dans la ten-

dance IS aussi bien sur les guerres impérialistes contemporaines que sur l'islam radical ». Cette notion d'islam radical reste assez obscure. S'agit-il d'un sentiment confus de jeunes manifestants indignés par l'arrogance impériale ? S'agit-il d'un état d'esprit, ou de courants cristallisés, lesquels ? Nous aurons cette discussion spécifique. Mais, en première approximation, je dirai que notre position est celle que résume bien Gilbert Achcar : ni islamophobie qui voit en tout musulman le spectre d'un fascisme vert (il peut très bien y avoir dans les manifestations des courants islamistes comme il y a des chrétiens de gauche anti-guerre), ni complaisance envers des autorités politiques et religieuses réactionnaires contre lesquels des camarades luttent dans leur pays (parfois au péril de leurs vies). Le monde a changé depuis le congrès de Bakou et on ne peut considérer aujourd'hui simplement la religion, en l'occurrence l'islam, comme l'enveloppe religieuse d'une révolte sociale. Il y a des courants, des positions politiques. Et il faut veiller à la différence entre antisionisme (politique) et antisémitisme (racial ou religieux). « Sharon assassin ! » : oui. « Mort aux juifs ! », non.

Pour résumer : devant la situation nouvelle ouverte il y a une dizaine d'années, rien à mes yeux ne justifie en principe, entre nos deux courants, une existence organisationnelle séparée, surtout si nous voulons montrer l'exemple et ouvrir la voie aux rassemblements plus larges, entre courants provenant d'histoires et de cultures différentes, qui viendront nécessairement à l'ordre du jour. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'obstacles entre nous. Mais il faut les situer précisément pour tenter de les surmonter.

Il semble que ces obstacles se situent surtout sur la question du rapport entre la construction du parti et les organisations de masse,

et sur le régime interne de nos organisations. Cette question est d'autant plus délicate qu'elle est à la charnière entre des cultures politiques différentes et des positions programmatiques difficiles à démêler. Ainsi, les rapports parti/syndicats ne se posent pas dans les mêmes termes dans la tradition britannique (en fonction de l'histoire du mouvement ouvrier) et dans la tradition française marquée par la méfiance précoce du mouvement ouvrier (du syndicalisme révolutionnaire) envers la représentation politique (d'où la Charte d'Amiens, au demeurant discutable). Par-delà ces différences, il devrait néanmoins être possible de dégager de grands principes d'indépendance des syndicats et des organisations sociales par rapport aux partis, de respect de leur pluralité et de leur démocratie interne. C'est dans ce sens que s'orientent les textes de Trotski, de *La Révolution trahie* au *Programme de transition*, à la Lumière de l'expérience stalinienne. Ils apportent de ce point de vue une clarification par rapport à la confusion qui marque encore les premiers congrès de l'IC sur les rapports parti/classe/État.

Quant au régime interne de nos organisations, je suis dans une large mesure d'accord avec la critique que tu avances de la logique des tendances permanentes : « l'institutionnalisation de divergences internes », « l'atmosphère introvertie », la perpétuation de différences secondaires, la constitution de « clientèles », la perception d'événements nouveaux à travers le prisme des différences internes. Nous le savons d'autant mieux que nous avons payé (et payons encore) un prix lourd pour ces déformations. Mais si des divergences cristallisées expriment un malaise ou une crise, la séparation organisationnelle n'est pas non plus toujours la meilleure manière de les surmonter en rétablissant

une « homogénéité » du parti. Les scissions aussi ont leur prix. Souvent plus lourds encore que les désordres internes des débats de tendance ou de fraction. Parfois, il est vrai, mieux vaut se séparer et expérimenter séparément les orientations que d'user les énergies dans un combat interne. Il n'y a pas en la matière de règle générale. C'est une question d'évaluation (forcément incertaine) des situations et de la portée des désaccords.

Ce que nous devrions clarifier entre nous, pour ne pas nous noyer dans les cas spécifiques et les exemples, ce sont les principes communs. Car ces questions de démocratie dans le parti comme dans ses rapports aux mouvements de masse, sont un test pour notre conception plus générale de la démocratie socialiste.

Un dernier mot – provisoire, faute de conclusion définitive –, un de tes textes se conclut ainsi : « Depuis Seattle la gauche révolutionnaire s'est embarquée pour un nouveau voyage. Nous ne disposons pas de cartes préétablies pour nous orienter – ni d'un corps de règles ou de références historiques évidentes pour nous dicter ce que nous avons à faire. Les *rewards* potentiels sont énormes. L'Histoire ne nous pardonnerait pas de manquer cette chance. » Tu connais bien ma méfiance devant toute formule présentant l'Histoire comme un personnage, un juge, ou un tribunal. À cette différence rhétorique près, nous avons une conscience commune des responsabilités et des enjeux, et une volonté commune de nous montrer à la hauteur du défi. Affrontons-le donc sérieusement, avec patience certes, sans précipitation, mais avec aussi une part d'audace, car la course de vitesse entre socialisme ou barbarie est bel et bien engagée.

Archives personnelles, 2001 ou 2002